



Sango Ti Mossoro

Bulletin d'information du Ministère des Finances et du Budget
Août 2017 N° 008 BP: 912 Bangui-RCA / Tél. (+236) 75 46 08 94 /
72 46 46 79 / www.finances-budget.cf

Sommaire :

- ♦ EDITORIAL.....P 1-3
- ♦ A LA UNE : LE FMI SOUTIENT LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU PRESIDENT TOUADERAP1-3
- ♦ Interview exclusive de M. Olivier Benon, Représentant résident du Fonds Monétaire International (FMI) en CentrafriqueP4-5
- ♦ Le franc Cfa à nouveau sur le ring de la contestationP6
- ♦ L'exécution des dépenses de l'Etat : le ministre de Finances met les points sur les « i ».....P8

LE FMI SOUTIENT LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU PRESIDENT TOUADERA



M. Olivier Benon, Représentant résident du FMI en Centrafrique



S.E Pr Faustin Archange Touadera, Président de la République/ RCA

Le conseil d'administration du fonds monétaire international (FMI) a approuvé, le lundi 17 juillet 2017, la 2^{ème} revue du programme facilité élargie de crédit (FEC). Une enveloppe de 16,3 millions de dollars soit 9,2 milliards FCFA est disponible dès le mois d'Août ainsi qu'une augmentation de 15,5 millions de dollars est programmée pour la fin de l'année afin de soutenir la gouvernance économique et financière du président Faustin Archange Touadéra et du gouvernement.

Le programme Facilité Elargie de Crédit vise à aider la République Centrafricaine afin de mettre en œuvre une politique économique et des réformes structurelles en vue d'atteindre une croissance « plus forte et plus inclusive » tout en préservant la stabilité macroéconomique en rapport avec les objectifs de la CEMAC.

L'approbation de la 2^{ème} revue de la Facilité Elargie de Crédit par le conseil d'administration du FMI est une démonstration magistrale du soutien de la communauté internationale à la gouvernance économique et financière du Président Faustin Archange Touadéra et du gouvernement que dirige le Professeur Simplicie Mathieu Sarandji. Ce geste illustre le soutien franc des partenaires au développement, à la stratégie de la relance de l'économie du gouvernement mise en œuvre par le duo

ministériel Moloua-Dondra.

Les administrateurs du FMI ont salué les efforts des autorités centrafricaines pour la bonne performance macroéconomique qui se résume par un taux de croissance de 4,7%, une inflation annuelle moyenne de 3,8%, grâce à une reprise de la production agricole.

Ces symptômes prouvent que l'économie de la République Centrafricaine se porte un peu mieux dans une Afrique centrale frappée par une crise économique, conséquence de la chute du prix du pétrole sur le marché international. Ces chiffres sont aussi les fruits d'un travail acharné et réfléchi dans une République centrafricaine en proie à l'insécurité et à la méchanceté politique.

Éditorial



La réussite de la deuxième revue du programme

Facilité Elargie de Crédit (FEC) est à la fois une gageure et un nouvel espoir pour l'économie de la République centrafricaine. Cette nouvelle donne permet aujourd'hui de traduire la vision du chef de l'Etat et du gouvernement pour un cadrage budgétaire performant. Elle a également l'avantage d'assurer la continuité d'un programme économique dont le but est de soulager la souffrance d'un peuple ruiné par des crises militaro-politiques.

Il est de notoriété publique que le ministre des Finances et du Budget s'occupe de la trésorerie, de l'organisation des services du trésor, des assignations des ordres de dépenses des Ministères et Institutions de la République, de la planification, de l'engagement du contrôle des dépenses et de l'encadrement du contrôle budgétaire.

→ Suite Page 3

→ Suite Page 3

Suite de la Page1 : Éditorial

Mais nous devons tous œuvrer pour tendre vers une discipline budgétaire librement consentie. Cela doit se traduire entre autres, non pas par des dépenses ostentatoires, mais par des dépenses de qualité, des dépenses prioritaires comme celles d'éducation, de santé, de fourniture d'électricité et d'eau. La transparence dans la gestion financière publique commence d'abord par la transparence dans la gestion budgétaire.

Le budget étant l'instrument de mise en œuvre des politiques de développement, la transparence de l'information financière et l'accès à l'information en général, et à l'information financière ou budgétaire en particulier, sont des gages de crédibilité. L'élaboration du budget du citoyen démontre que l'accès à l'information doit faire l'objet d'une

préoccupation au niveau de tous les services et doit aussi limiter le concept d'obligation de réserve et de secret professionnel derrière lequel se murent certains agents et cadres de l'Etat pour retenir certaines informations essentielles au progrès de la transparence et de la bonne gouvernance.

Il va sans dire que la transparence et la bonne gouvernance prônent une nouvelle pratique de gestion axée sur l'obligation de résultats pour permettre la réalisation des objectifs de développement du pays en prenant en compte la croissance économique ainsi que la réduction de la pauvreté.

La recherche d'une meilleure performance à travers l'efficacité et l'efficience exigerait que les sectoriels élaborent des politiques pour éviter

toutes navigations à vue en garantissant une visibilité des actions à mener. Cela faciliterait le suivi et le contrôle en amont et en aval.

La transparence dans la gestion publique passe aussi par la responsabilisation, l'obligation de résultats et l'obligation de rendre compte. En ce moment précis où le gouvernement met toutes les batteries en marche pour atteindre sa vitesse de croisière en matière de la bonne gouvernance économique et financière, chaque agent de l'Etat doit rejoindre le peloton des praticiens de la démocratie financière. C'est le moment de le faire. Attendre, c'est péché contre le peuple et la conscience professionnelle.

Henri-Marie Dondra

Suite de la Page 1 : A la une

Le conseil d'administration du FMI a également accueilli favorablement les progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes prévues par la FEC. M. Mitsuhiro Furusawa, Directeur général adjoint et Président par intérim a mis les points sur les « i » lorsqu'il a déclaré : **« Les résultats autorisés ont adopté des men- enregistrés dans le cadre du programme appuyé par la FEC ont été satisfaisants en dépit d'une situation sécuritaire difficile. Outre les efforts engagés pour promouvoir le dialogue et la réconciliation nationale, la mise en œuvre soutenue du programme est essentielle afin de dégager la marge de manœuvre budgétaire requise pour les dépenses de développement, d'améliorer le climat des affaires et de promouvoir une croissance plus forte et accroître les dépenses sociales plus inclusive ».**

Les efforts d'assainissement des finances publiques mis en œuvre par l'argentier national Henri-Marie Dondra et l'engagement des autorités centrafricaines ne sont pas passés inaperçus du côté du FMI. M. Mitsuhiro Furusawa ajoute : **« Les autorités ont adopté des mesures pour rationaliser la parafiscalité, accroître la transparence budgétaire et faire face aux déficits de recettes. La stratégie budgétaire va rester ancrée sur l'objectif de solde intérieur primaire. Le maintien et l'intensification des efforts destinés à mobiliser les recettes intérieures, notamment les recettes douanières et à accroître la transparence budgétaire permettront de dégager une marge de manœuvre pour et les dépenses d'équipe-**

ment ».

Dans un environnement instable qui offre aussi bien des opportunités que des menaces, ce geste du fonds monétaire international est un signal fort et une aubaine pour la relance de l'économie centrafricaine et la stabilisation de ce pays. Le retour définitif de la paix offrira d'autres opportunités à l'économie centrafricaine. Bien que la situation sécuritaire laisse encore à désirer, la gouvernance économique et financière du Président Touadéra est sur la bonne voie. Le conducteur des travaux en finances publiques Henri-Marie Dondra travaille d'arrache-pied pour traduire en actes sa lettre de mission afin de créer les conditions nécessaires pour un développement économique durable.

Donatien Patrick Issapa